

# Le Socialiste

42e année - Rs 5.00 - No 10759 - VENDREDI 9 FÉVRIER 2024 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Mahen Seeruttun  
souligne  
la réputation  
du pays comme  
un centre  
financier  
international  
WE  
WORK  
IT OUT**



Page 3



Page 3

## FOOTBALL



**La FIFA a publié le calendrier de la Coupe du Monde 2026**

Page 8



**Liverpool : Xabi Alonso réagit à la possibilité de remplacer Jürgen Klopp**

Page 8



**Cancer de Charles III : le prince Harry a déjà quitté le Royaume-Uni**

Page 2



**Le ministre Gobin et la haut-commissaire d'Australie à Maurice réitèrent leur intention de renforcer les relations bilatérales**

Page 3



**Hommage aux victimes du Hamas : Macron dénonce le "plus grand massacre antisémite de notre siècle"**

Page 4

## A la télé aujourd'hui



06:01	L'EMPIRE DU MENSONGE
06:25	KNIGHT RIDER
07:13	PEARSON
07:59	ROOKIE BLUE
08:45	NCIS : NOUVELLE-ORLÉANS
09:28	LE CHEMIN DU DESTIN
09:53	AMOUR SECRET
10:18	THE GARDENER'S DAUGHTER
10:45	L'ENVERS DU PARADIS
11:11	LA REINA DEL FLOW



06:00	FEMININ PLURIEL
06:56	AKTIV
07:11	SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
07:21	ECLAIRAGE ÉCONOMIQUE
08:00	TOUS ÉGAUX : APRIM
08:18	ENTREPRENEURIAU FÉMININ
08:31	ITINÉRER MORIS
08:52	RODRIG PROG : ZENN AKTIF
09:29	KONKOUR SANTE PATRIOTIK
10:32	RODRIG PROG : SAVER LOKAL
11:01	LE RENDEZ VOUS AVEC ECHO DES ILES
12:00	FEMININ PLURIEL
15:05	RODRIG PROG : ZENN AKTIF



07:00	GADGET GURU GANESHA
07:12	KISNA (ANIMATED SERIES)
07:24	TENALI RAMA
07:36	LAMBU G TINGU G
07:48	SELFIE WITH BAJRANGI
08:00	VED KI SHIKSHAYEN
08:30	DARSHAN - BAGLA MUKHI DEVI MAHIMA
09:41	CHARCHA
10:07	KUNDALI BHAGYA
11:30	RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN



13:04	KISMAT KI LAKIRON SE
13:33	KABHI KABHIE ITTEFAQ SEY
14:03	SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI
18:02	SAMACHAR
18:32	SAYINGS RADHA KRISHNA
18:33	KUNDALI BHAGYA
19:02	UDAARIYAAN
19:32	KUCH RANG PYAR KE AISE BH
20:01	SAYINGS RADHA KRISHNA
20:02	SASURAL SIMAR KA 2
21:02	ANUPAMAA
22:01	SAYINGS RADHA KRISHNA
22:04	KISMAT KI LAKIRON SE
23:03	SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI



12:49	EUROPE REVEALED
13:31	BUSINESS AFRICA
14:00	JURASSIC PLANET
15:02	HI OPIE!
15:27	TUTI TUTI! CORY BOLIDES
15:42	ZONICORN
15:57	INSPECTEUR GADGET
16:19	ADVENTURES IN DUCKPORT
18:08	MOTORWEEK
18:35	CHOICES: DARE TO DREAM
18:50	PLANET A
19:06	ARTS UNVEILED
20:05	L'AMOUR A MORT
20:32	NEWS
20:53	HERITAGES
21:45	THE JUMANJI : NEXT LEVEL
23:48	CLOSE UP

# Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr  
**Website:** Lesocialiste.info  
**Facebook:** Lesocialiste.info

## Porte arrachée d'un Boeing 737 MAX : l'enquête confirme que des boulons manquaient

L'Agence de sécurité des transports a recueilli des documents écrits et des photos montrant que des employés de Boeing ont retiré quatre boulons avant livraison de l'avion.

Plusieurs boulons censés bloquer la porte d'un Boeing 737 MAX 9 qui s'est détachée en plein vol début janvier lors d'un trajet de la compagnie américaine Alaska Airlines étaient manquants, selon le rapport d'enquête préliminaire de l'Agence de sécurité des transports (NTSB), publié mardi 6 février 2024.

Selon la NTSB, l'absence d'usure ou de déformation autour de certains trous « indique que quatre boulons prévus pour empêcher que la porte-bouchon ne se déplace vers le haut étaient manquants avant qu'elle ne bouge ».

### Des boulons retirés par des employés de Boeing

L'agence a recueilli des documents écrits et des photos qui montrent que des employés de Boeing ont retiré quatre boulons situés à ces emplacements lors d'une inspection à l'usine de Renton (Etat du Washington) avant livraison de l'avion, en octobre dernier.

L'opération avait été réalisée pour remplacer cinq rivets endommagés dans l'habitacle de l'appareil. D'autres clichés pris après le changement des rivets montrent qu'en trois points au moins, les boulons n'avaient pas été réinstallés.

Cette porte servait à boucher une



issue et n'avait pas vocation à être ouverte, ce modèle possédant déjà suffisamment de sorties de secours dans cette configuration. Le 5 janvier, elle s'est envolée lors de l'ascension du Boeing MAX 9 d'Alaska Airlines qui devait relier Portland (Oregon) à Ontario (Californie). L'incident n'a fait que quelques blessés légers.

### Episodes de défaillance

Avant la publication du rapport du NTSB, Alaska avait déjà fait état d'équipements « mal fixés » après des inspections préliminaires. Propriétaire de la plus importante flotte de 737 MAX 9 (79 avions), la compagnie United Airlines avait, elle, dit avoir découvert, lors de vérifications, des « boulons qui nécessitaient d'être resserrés ».

Ces derniers mois, Boeing a connu

d'autres épisodes de défaillance et a notamment dû ralentir ses livraisons à cause de problèmes sur le fuselage, en particulier sur la cloison étanche arrière de l'appareil.

### « Relever le niveau de supervision »

Mardi, lors d'une audition au Congrès, le nouveau patron de l'Agence américaine de régulation de l'aviation civile (FAA), Mike Whitaker, a estimé nécessaire de renforcer la supervision de Boeing après l'incident du 737 MAX 9.

« Il y a eu des problèmes (avec Boeing) par le passé et il semble qu'il n'aient pas été solutionnés », a déclaré le nouvel administrateur de la FAA, qui a pris ses fonctions en octobre, lors d'une audition devant la sous-commission de la Chambre des

## Cancer de Charles III: le prince Harry a déjà quitté le Royaume-Uni

Le duc de Sussex était arrivé mardi en avion de Californie, au lendemain de l'annonce du cancer de Charles III. Il n'est resté qu'une journée au Royaume-Uni.

Le prince Harry, aperçu mercredi à l'aéroport d'Heathrow selon des médias britanniques, ne sera resté qu'à peine une journée au Royaume-Uni pour rendre visite à son père, le roi Charles III, atteint d'un cancer, et sans avoir vu son frère William.

Le duc de Sussex était arrivé mardi en avion de Californie, où il vit avec son épouse Meghan Markle et leurs deux enfants, au lendemain de l'annonce par le palais du cancer de Charles III.

Il s'était immédiatement rendu sous escorte policière à Clarence House, la résidence londonienne du souverain, où père et fils se sont vus brièvement, pendant moins d'une heure, avant que le roi, accompagné de la reine Camilla, ne quitte Londres pour la résidence royale de Sandringham dans l'est de l'Angleterre.

Harry a été photographié souriant et décontracté mercredi après-midi à l'aéroport d'Heathrow d'où il doit reprendre l'avion pour les Etats-Unis, selon des médias britanniques.

### Vers une éventuelle réconciliation?

Son retour avait suscité interrogations et spéculations sur une éventuelle réconciliation, ou au moins



une rencontre, avec son frère aîné William, avec qui les relations sont rompues depuis les attaques publiques répétées de Harry contre lui et la famille royale.

Mais selon les médias, durant les à peine plus de 24 heures qu'il a passées à Londres, Harry n'a pas vu l'héritier du trône, en première ligne avec le retrait de son père, ni son épouse Kate.

Mercredi matin, le prince de Galles a remis des décos au château de Windsor, sa première apparition officielle en trois semaines. Il doit assister en soirée à un gala de charité à Londres.

### Seul au Royaume-Uni

La princesse de Galles est elle en convalescence à Windsor après son hospitalisation d'une dizaine de jours

pour une opération de l'abdomen.

La dernière apparition publique commune des deux princes, soudés après la mort de leur mère Diana en 1997, remonte à septembre 2022, pour l'enterrement de la reine Elizabeth II.

Comme lors de sa visite éclair pour le couronnement de Charles en mai, le prince Harry est venu seul, sans son épouse Meghan et leurs enfants, Archie et Lilibet.

Dans son autobiographie, Le Suppléant, Harry se montre particulièrement critique de son aîné, qu'il décrit comme colérique, et raconte sa peine d'avoir été son "ombre, (sa) doublure, (son) plan B" toute sa vie. Il sous-entend également que William n'a pas épousé sa femme Kate par amour.

## Règlement des différends

## La clé du maintien du Centre Financier International de Maurice

Le rôle important d'un centre d'arbitrage clairs de règlement des différends pour le Centre financier international de Maurice ont été soulignés par le ministre des Services financiers et de la Bonne gouvernance, Mahen Kumar Seeruttun, hier matin, à l'hôtel Labourdonnais Waterfront, à Port-Louis.

Le ministre lançait le Symposium sur les modes alternatifs de résolution des conflits 2024, organisé conjointement par la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI) et l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA), en collaboration avec le Centre d'arbitrage et de médiation de la MCCI (MARC). L'événement est considéré comme une étape importante dans le projet de « Crédit d'un réseau de centres alternatifs de règlement des différends » et d'un « Centre d'excellence pour le règlement des différends dans la région IORA ».

Le Secrétaire général de l'IORA, l'Amiral Dr Salman Al Farisi ; la Présidente du MCCI et Présidente du MARC, Mme Namita Jagarnath Hardowar ; Membres du corps diplomatique ; des représentants des secteurs public et privé ainsi que du pouvoir judiciaire ; et d'autres personnalités éminentes étaient également présentes.

Dans son discours d'ouverture, le min-



istre Seeruttun a exprimé sa conviction que les modes alternatifs de résolution des conflits constituent un élément important d'un centre financier international. « La montée en puissance des mécanismes alternatifs de résolution des conflits n'est pas une question de choix, mais une nécessité du commerce et de la gouvernance modernes », a-t-il déclaré.

Selon le ministre, la plupart des centres financiers internationaux du monde sont dotés d'un centre d'arbitrage et de mécanismes clairs de règlement alternatif des dif-

férends, dans le but de faciliter le flux fluide des échanges et des investissements, offrant ainsi aux investisseurs certitude, stabilité et prévisibilité.

Parlant du projet de l'IORA visant à établir une plateforme de règlement des différends permettant aux pays de l'IORA d'avoir leur siège d'arbitrage, de médiation et d'autres mécanismes de règlement des différends, Mahen Seeruttun a fait part de ses attentes puisque Maurice était pressenti pour accueillir la plateforme. « Alors que nous encourageons des relations Sud-Sud

plus fortes et que nous nous lançons dans des accords multilatéraux avec les pays africains, nous nous attendons à ce que davantage de commerce et de transactions aient lieu dans la région ; ainsi, la plate-forme de résolution des litiges de l'IORA devrait être une plate-forme où les meilleures pratiques seront forgées », a-t-il affirmé.

À ce titre, le ministre Seeruttun a saisi l'occasion pour souligner la réputation de Maurice en tant que centre financier international de renom conforme aux normes internationales. « Au fil des années, Maurice a méticuleusement construit un édifice juridique et infrastructurel, propice aux affaires et à l'investissement, et qui a mérité la reconnaissance d'indices mondiaux tels que la facilité de faire des affaires, la liberté économique et la gouvernance », a-t-il affirmé.

En outre, l'engagement inébranlable du gouvernement à faire du pays la première porte d'entrée des investissements vers l'Afrique a été réitéré par le ministre de tutelle. « Notre adhésion aux normes internationales de conformité, tant en ce qui concerne le régime fiscal que le régime de lutte contre le blanchiment d'argent, constitue un engagement sans faille, soutenu par un cadre juridique et réglementaire solide », a-t-il souligné.

## Le Premier ministre salue les liens de longue date entre Maurice et la République populaire de Chine

Les liens d'amitié et de coopération entre Maurice et la République populaire de Chine ont résisté à l'épreuve du temps et, au cours des cinq dernières décennies, la contribution de la Chine au développement socio-économique de Maurice a été constante et considérable.

Le Premier ministre de la République de Maurice, Pravind Kumar Jugnauth, a fait cette déclaration, samedi, lors du banquet dînatoire marquant les célébrations de la Fête du Printemps 2024, organisé par l'Association chinoise unie au Hua Lien Club à Trianon.

Les personnalités présentes à l'événement étaient : le Président de la République de Maurice, Prithvirajsing Roopun ; le vice-Premier Ministre, ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, ministre du Tourisme, Louis Steven Obeegadoo ; la vice-Première ministre, ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Leela Devi Dookun-Luchoomun ; l'épouse du Premier ministre, Mme Kobita Jugnauth, l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, Liying Zhu, plusieurs ministres, membres de l'Assemblée nationale de Maurice et d'autres personnalités éminentes.

Le Premier ministre a rappelé que la Chine était parmi les pionniers dans l'établissement de relations diplomatiques avec notre pays et que ces relations solides sont basées sur l'amitié, le respect mutuel et la reconnaissance du principe fondamental d'une seule Chine. Soulignant que les liens entre nos deux pays sont anciens, il a salué les premiers travailleurs chinois arrivés à Maurice au XVIIIe siècle et qui ont osé s'aventurer et s'installer dans un pays qui leur était, à l'époque, étranger.



En outre, Pravind Jugnauth a souligné la contribution significative apportée par la communauté chinoise au développement économique du pays, ajoutant qu'elle a également joué un rôle déterminant dans la consolidation des relations culturelles entre nos deux peuples. Les liens politiques, commerciaux et personnels solides qui unissent nos deux pays ont ouvert la voie à un partenariat fondé sur des liens amicaux sincères et une coopération pragmatique, a-t-il souligné.

Le Premier ministre a affirmé que la Chine avait toujours été attentive et réactive aux appels à l'aide de Maurice. Notre partenariat, a-t-il observé, couvre pratiquement tous les secteurs d'activités du pays, de la modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires au financement de la construction de logements sociaux, en passant par le Complexe sportif national de Côte d'Or.

Reconnaissant le soutien inestimable de la Chine dans

notre quête pourachever le processus de décolonisation de Maurice et exercer notre souveraineté sur l'archipel des Chagos, il a réaffirmé que les deux pays sont déterminés à renforcer cette étroite collaboration et à travailler ensemble pour continuer à construire un monde prospère et durable, pour les générations futures.

Le Premier ministre a en outre affirmé que nous devons nous inspirer du dragon de bois, le signe astrologique chinois de l'année 2024, ajoutant qu'il représente le symbole de vitalité, d'optimisme, de courage et d'aventure, pour nous encourager à sortir des sentiers battus et à explorer de nouveaux horizons.

En outre, le Premier ministre a observé que la diaspora chinoise a grandement contribué à façonner le paysage culturel de Maurice, et a souligné les efforts concertés de l'ambassade de Chine à Maurice et de diverses associations pour organiser chaque année les célébrations nationales de la Fête du Printemps. À ce propos, il a annoncé que, dans le cadre d'un Programme d'Accord Culturel, Maurice accueillera une troupe chinoise composée d'une trentaine d'artistes pour un spectacle culturel demain samedi 10 février 2024.

De son côté, l'ambassadeur chinois a souligné que la participation des membres du gouvernement à la célébration du Nouvel an chinois témoigne de l'importance que représente la culture chinoise à Maurice. À cet égard, il a réitéré l'engagement de la République populaire de Chine à renforcer davantage les liens bilatéraux entretenus depuis si longtemps entre les deux pays à travers la coopération et les échanges culturels ainsi qu'à continuer de soutenir Maurice en ces temps d'incertitude.

## Le ministre Gobin et la haut-commissaire d'Australie à Maurice réitèrent leur intention de renforcer les relations bilatérales

La Haut-Commissaire d'Australie à Maurice, Mme Kate Helen Chamley, a rendu une visite de courtoisie, mercredi à Port-Louis, à l'Attorney General, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Maneesh Gobin.

Au cours de la réunion, les deux parties ont

réitéré leur intention de renforcer davantage les relations bilatérales existantes entre Maurice et l'Australie.

Ils ont en outre discuté des pistes pour une coopération renforcée dans l'enseignement supérieur et le développement professionnel continu des jeunes et des professionnels mauriciens. Le renforcement de la

sécurité des routes maritimes de la région et la lutte contre des menaces telles que le trafic de drogue étaient à l'ordre du jour.

Les discussions ont également porté sur plusieurs secteurs d'intérêt commun tels que l'économie bleue, le changement climatique et le renforcement de la coopération régionale à travers l'Association des pays

riverains de l'océan Indien et la Commission de l'océan Indien.

Les deux parties ont exprimé leur engagement à donner un nouvel élan à la coopération régionale dans le contexte indo-pacifique et à valoriser les contributions de la diaspora mauricienne en Australie en favorisant les relations entre les peuples.

## Hommage aux victimes du Hamas : Macron dénonce le "plus grand massacre antisémite de notre siècle"

Emmanuel Macron rend un hommage national, mercredi dans la cour des Invalides à Paris, aux victimes françaises de l'attaque menée le 7 octobre par le Hamas en Israël. Cette cérémonie inédite a lieu quatre mois jour pour jour après l'assaut du mouvement islamiste palestinien, qui a entraîné la mort de plus de 160 personnes et déclenché un conflit à Gaza.

Dans la cour des Invalides, 42 portraits. Le président Emmanuel Macron rend, mercredi 7 février, à Paris, un hommage national aux victimes françaises de l'attaque menée le 7 octobre par le Hamas en Israël.

C'est "le plus grand massacre antisémite de notre siècle", a déclaré le chef de l'Etat, qui a également réitéré que la France luttait "chaque jour" pour la "libération" des trois Français encore présumés otages du mouvement islamiste palestinien. "Leurs chaises vides sont là", a-t-il dit dans la cour des Invalides, à Paris.

Cette cérémonie a lieu notamment en présence d'élus de la gauche radicale, dont la venue a suscité une controverse : pour



des familles de victimes, la présence attendue de plusieurs responsables de La France insoumise – qui avait refusé de qualifier l'attaque de "terroriste" – reste de ce point de vue incompréhensible, voire inacceptable.

"Toute les vies se valent, inestimables aux yeux de la France", a également déclaré mercredi Emmanuel Macron, alors que l'Elysée prévoit de consacrer ultérieure-

ment aussi un "temps mémoriel" aux victimes françaises des bombardements israéliens à Gaza.

Le chef de l'Etat a estimé qu'il ne fallait "rien céder à un antisémitisme rampant, désinhibé, ici comme là-bas, car rien ne le justifie". "Rien ne saurait justifier ni excuser ce terrorisme", a-t-il insisté dans la cour des Invalides, quatre mois après l'attaque du mouvement islamiste palestinien.

Cet hommage est inédit hors d'Israël. Il intervient quatre mois jour pour jour après l'attaque du mouvement islamiste palestinien, qui a entraîné la mort de plus de 160 personnes tuées par balles, brûlées vives ou mutilées, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP réalisé à partir de données officielles israéliennes, et qui a déclenché un conflit toujours en cours à Gaza.

Avec 42 concitoyens ou Franco-Israéliens tués, trois toujours disparus et présumés otages, quatre otages libérés et six blessés, il s'agit du plus lourd bilan côté français depuis l'attentat de Nice le 14 juillet 2016 (86 morts et plus de 400 blessés).

La France compte la première communauté juive d'Europe, avec environ 500 000 personnes, et près de 100 000 ressortissants vivant en Israël, ayant souvent la double nationalité.

Chaque victime est représentée par une photographie. L'hommage s'est ouvert sur la prière des morts du Kaddish, suivie d'un discours du chef de l'Etat, de la sonnerie "Aux Morts", d'une minute de silence et de la Marseillaise.

## TotalEnergies a réalisé plus de 19 milliards d'euros de bénéfices en 2023, les plus importants de son histoire

Alors que ses milliards de profits donnent lieu chaque trimestre à des débats alimentés par les politiques et les ONG, le groupe a d'ores et déjà tenu à publier, mardi, ses « contributions et engagements » pour la France.

TotalEnergies a dégagé en 2023 un bénéfice net de 21,4 milliards de dollars (19,8 milliards d'euros), un nouveau record après son résultat historique de l'année 2022. Malgré un contexte déprimé pour les prix du gaz et du pétrole, la quatrième major mondiale a amélioré son bénéfice net de 4 % par rapport à 2022, grâce à la « croissance des hydrocarbures, en particulier du gaz naturel liquéfié et de l'électricité », a annoncé, mercredi 7 février, son président-directeur général (PDG), Patrick Pouyanné, dans le communiqué des résultats de l'entreprise.

Ce bilan est cependant en deçà des prévisions des analystes, qui attendaient entre 21 milliards et 22 milliards d'euros de bénéfices nets. Le bénéfice ajusté, l'indicateur de référence pour les investisseurs, a, lui, reculé de 36 % à 23,2 milliards de dollars, par rapport à 2022, en raison de son retrait de ses activités en Russie.

Le groupe français fermait, mercredi, le bal des résultats annuels des majors pétrolières et gazières, dont les profits ont reflué sur fond de baisse des prix des hydrocarbures. Tout le secteur avait profité en 2022 de la flambée des prix du gaz et du pétrole, dans un marché bouleversé par la reprise économique d'après-pandémie et

l'invasion russe de l'Ukraine.

### « Contributions et engagements pour la France

Précédant les résultats de TotalEnergies, le groupe Shell a publié la semaine dernière un bénéfice divisé par plus de deux en 2023, pénalisé par la baisse des prix des hydrocarbures. L'autre britannique, BP, et les américaines Exxon-Mobil et Chevron ont elles aussi pâti du reflux des prix des hydrocarbures.

Dans cet environnement baissier pour l'énergie, TotalEnergies a mieux résisté. Alors que ses milliards de profits donnent lieu chaque trimestre à des débats alimentés par les politiques et les ONG, le groupe a d'ores et déjà tenu à publier mardi, veille de publication de ses résultats, ses « contributions et engagements » pour la France.

Il a notamment annoncé qu'il déboursait « 320 millions d'euros d'impôt sur les bénéfices et taxe de solidarité sur l'électricité au titre de 2023 ». Mais le groupe, interrogé par l'Agence France-Presse, n'a toutefois pas précisé quelle était la part des impôts sur ce montant.

### Un quatrième mandat en vue pour Patrick Pouyanné

Le groupe a opéré une diversification dans l'électricité renouvelable, mais il reste très critiqué pour la poursuite de ses investissements dans les énergies fossiles, néfastes pour le climat. En 2023, TotalEnergies a notamment annoncé des projets ou des acquisitions en Namibie, au Suriname et au Brésil, et il s'est renforcé



aux Etats-Unis dans le gaz liquéfié (GNL), une énergie très convoitée par l'Europe qui cherche à remplacer le gaz russe. « On est quand même durablement lié à l'importation de gaz naturel liquéfié en Europe », affirmait à la mi-janvier M. Pouyanné, le PDG du groupe qui revendique la place de troisième acteur mondial du GNL.

En septembre, TotalEnergies s'était encore attiré les critiques en annonçant vouloir augmenter sa production d'hydrocarbures de 2 % à 3 % par an dans les cinq prochaines années, tandis que plusieurs pétroliers, comme ENI, Shell et BP, ont annoncé en 2023 une révision à la baisse de certains de leurs objectifs de transition énergétique. Mis sous pression par les militants du climat et des droits humains, le groupe est visé par plusieurs actions judiciaires contre sa stratégie et ses projets gaziers et pétroliers, dont le très controversé projet Tilenga/Eacop en Ouganda et en Tanzanie.

Il soutient que ces projets sont nécessaires pour répondre à la demande mondiale, et fait valoir qu'il consacre aussi un tiers de ses investissements aux énergies bas carbone, notamment dans l'éolien et le solaire. TotalEnergies compte maintenir son cap de 35 GW de capacités d'électricité renouvelable en 2025, avant 100 GW en 2030, un objectif ambitieux.

La publication des résultats de TotalEnergies lancera une année 2024 particulière pour le groupe, qui fête en mars ses 100 ans d'existence et devrait reconduire M. Pouyanné pour un quatrième mandat lors de son assemblée générale, en mai

## Sénégal : appel à une mobilisation massive contre le report de la présidentielle

Un collectif regroupant une quarantaine de groupes citoyens et religieux et d'organisations professionnelles appelle à la mobilisation pour empêcher la « confiscation du pouvoir ».

Un collectif de groupes de la société civile a appelé jeudi les Sénégalais à se « mobiliser massivement » contre le report de la présidentielle, évoquant une série d'actions à venir comme une manifestation et une grève sur fond de

grave crise politique. « Nous invitons tous les citoyens concernés par la préservation des acquis démocratiques à se mobiliser massivement partout dans le pays et dans la diaspora pour empêcher cette confiscation du pouvoir », dit dans une déclaration la nouvelle plateforme Aar Sunu Election (« Protégeons notre élection »).

Celle-ci revendique une quarantaine de groupes citoyens et religieux et d'organisations professionnelles, dont plusieurs syndicats de l'éducation. « Une grande man-

ifestation est prévue mardi », a dit devant la presse à Dakar Malick Diop, qui se présente comme l'un des coordinateurs de la plateforme.

Les intervenants ont évoqué un appel à une grève générale à une date non-précisée, et un débrayage dès vendredi dans le secteur de l'éducation. Dans sa déclaration écrite, la plateforme appelle les fidèles à se rendre à la grande prière musulmane du vendredi vêtus de blanc et arborant les couleurs nationales.

## Canicule : plus de 5000 décès pendant l'été 2023 en France

Malgré de longues périodes maussades, un décès sur dix serait lié aux fortes chaleurs, selon Santé publique France.

Plus de 5000 personnes sont mortes à cause de la chaleur en France pendant l'été 2023, marqué par des canicules plus tardives que la normale, a annoncé jeudi l'agence de santé publique. «Trois décès sur 100 observés pendant l'été sont attribuables à la chaleur, ce qui représente un peu plus de 5000 décès», a résumé lors d'une conférence de presse Guillaume Boulanger, chercheur à Santé publique France.

Cette estimation - qui s'établit précisément à 5167 décès - concerne tout l'été 2023 et les quatre épisodes de canicule. Sur ces seules périodes, environ 1500 décès sont attribués à la chaleur, soit un sur dix. Cet été reste, malgré de longues périodes de temps maussade, le quatrième plus chaud jamais observé en France - les premières mesures remontant à 1900 - dans un contexte marqué par une accélération mondiale des canicules sur fond de



réchauffement climatique.

**Sur les 5000 morts, 3700 avaient plus de 75 ans**

Les canicules de 2023 avaient notamment été marquantes pour le caractère

dernières années. Il est seulement moindre aux 7000 décès enregistrés l'année précédente, en 2022, et reste loin des 15.000 morts attribués à la canicule exceptionnelle de 2003.

Comme toujours, le plus gros des décès concerne les plus âgés. Sur l'ensemble de l'été, quelque 3700 morts liées à la chaleur ont frappé les plus de 75 ans. Mais «tout le monde est touché», a rappelé Caroline Semaille, directrice générale de Santé publique France.

Une dizaine de décès au travail sont notamment considérés, après un recensement par l'inspection du Travail, comme pouvant être liés à la chaleur. Mais ce chiffre est probablement sous-estimé, comme l'ont souligné les chercheurs de l'agence. Et des personnes relativement jeunes peuvent aussi être à risque à cause du manque d'isolation de leur logement, ou de la pratique d'un sport mal encadré, a souligné l'agence.

## Plus d'un Francilien sur deux se sent en insécurité

Un chiffre plutôt stable par rapport aux années précédentes, selon une vaste étude menée pour la région.

Les Franciliens font part d'une inquiétude croissante dans le temps à l'égard de la délinquance : «22,3 % la placent en tête de leurs préoccupations début 2023, contre 15,7 % en 2019». En d'autres termes : le gouvernement n'en fait pas assez dans la lutte contre l'insécurité. Et la justice est encore jugée trop laxiste. «Si près d'une personne sur trois (34,3 %) cite comme principale cause de cette délinquance une absence de moralité, nombreuses sont celles qui évoquent plutôt une justice trop indulgente (29,8 %), ou encore le chômage (27,7 %)».

Les résultats de la douzième édition de l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France viennent de tomber. Elle s'est déroulée par téléphone entre janvier et mars 2023, soit quelques mois avant les émeutes urbaines qui ont éclaté à l'été 2023. Elle n'est donc pas le miroir grossissant d'une peur conjoncturelle.

Plus de 9 000 Franciliens, âgés de 15 ans et plus, représentatifs de la population régionale par département, ont ainsi été amenés à s'exprimer sur leurs conditions de vie, et plus particulièrement sur leur vécu en matière d'insécurité. Cette enquête, reconduite tous les deux ans depuis 2001, est un dispositif unique à une échelle régionale et elle était très attendue.

L'Institut Paris Région qui l'édite est un organisme rattaché à la région Île-de-France, la plus peuplée du pays avec ses 12 millions d'habitants. Son travail constitue une source d'information riche et pertinente, car enracinée dans le long terme.

Enseignement important : «la pauvreté s'impose en 2023 pour près de la moitié de la population (46 %) comme première priorité d'action assignée au gouvernement, taux qui ne cesse de croître depuis 2015». La pollution représente également une préoccupation croissante dans l'esprit des Franciliens (17,7% la citaient comme une préoccupation en 2023 contre 6,3% en 2001).

Concernant l'insécurité, les auteurs de l'étude font ce constat : «Bien que la préoccupation envers la délinquance progresse depuis plusieurs enquêtes, la proportion de Franciliens se sentant en insécurité a pour autant relativement peu évolué : 54,4 % sont concernés en 2023 alors qu'ils étaient 53,4 % en 2019». Cela fait toujours une majorité de Franciliens qui éprouve cette inquiétude. Mais on est loin, c'est vrai, des 68,2% de l'année 2001, sous Jospin, quand la France avait passé la barre de 4 millions de crimes et délits par an, essuyant les plâtres de l'indigence mise en place de la «police de proximité».

Le sentiment d'insécurité relativement stable doit s'analyser en détail. Selon l'Institut Paris Région, «les Franciliens sont 45,1% à dire avoir peur au moins de temps en temps chez eux, dans leur quartier ou dans les transports en commun, un chiffre comparable à celui de 2021 ». Par ailleurs, « la peur dans les transports reste stable à 38%, soit l'un des plus bas historiques depuis 2001».

91,5% des Franciliens considèrent leur quartier agréable à vivre

Au-delà du sentiment d'insécurité, il y a le poids des faits. Les Franciliens ont été interrogés sur ce qu'ils ont réellement vécu ou subi en matière de délinquance, histoire d'évaluer au plus près la proportion de victimes. Sur ce point, l'Institut Paris Région est catégorique : «Après une baisse mesurée lors de la précédente enquête, réalisée en 2021 dans un contexte marqué par la crise du COVID 19, cette nouvelle enquête confirme une stabilisation du taux de victimes par rapport à 2021, et une baisse par rapport à 2019».

Ainsi, «43% des Franciliens ont été victimes d'atteintes envers leur personne ou les biens de leur ménage au cours des trois années précédant l'enquête, contre 43,2% en 2021, en baisse marquée par rapport à 2019 (50,9%). Après une hausse importante des déclarations d'agressions sexuelles entre 2011 et 2021, celles-ci se stabilisent elles aussi, avec 2,7% des Franciliens se déclarant victimes d'au moins une agression sexuelle en trois ans».

Le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez y verra peut-être des signes encourageants sur l'effet des actions de sécurité menées, sous son autorité, par les forces de police de la plaque urbaine parisienne.

Le sondage à grande échelle de l'Institut Paris Région éclaire d'autres éléments clés pour apprécier la qualité de vie en région Île-de-France. En matière d'équipements, par exemple, «si une amélioration est perçue au niveau des établissements scolaires (87,9 % de satisfaits en 2023 contre 71,8 % en 2001), des transports en commun (84 % contre 75,9 % en 2001) ainsi que des commerces (78,3 % contre 70,4 % en 2001), ce n'est pas le cas pour les

équipements administratifs (76,8 % contre 84 % en 2001)). Un signe du désengagement de l'État ? D'une manière générale, «les Franciliens continuent d'être très satisfaits de leur cadre de vie, puisque 91,5% considèrent leur quartier agréable à vivre, et 89,9% sûr ou plutôt sûr».

### Les Franciliens réclament plus de places de prison

Par ailleurs, «la diminution des nuisances dans l'environnement proche mérite d'être soulignée, avec, en particulier, des améliorations notables concernant la présence gênante de bandes de jeunes, (18,9 % contre 28,5 % en 2001) et les actes de vandalisme (22,6 % contre 32 % en 2001)». Évidemment, c'était avant les émeutes de l'été 2023...

L'institut Paris Région prend soin de préciser : «Cette enquête couvrant les atteintes commises en 2020, 2021 et 2022, l'incidence des mesures mises en place lors de la crise sanitaire (confinements, couvre-feu, etc.) sur la délinquance au cours de cette période mérite toutefois d'être considérée dans l'interprétation des évolutions».

Il ne manque pas d'apporter également ces précisions fort utiles concernant les pistes privilégiées par les sondés pour améliorer leur situation au plan sécuritaire : «Si la prévention reste la solution à promouvoir en priorité pour 68% des Franciliens, la construction de nouvelles prisons recueille un assentiment croissant (8,7%, un chiffre en hausse constante depuis 2001)».

Cerise sur le gâteau : «Plus de 7 Franciliens sur 10 approuvent le recours à la vidéosurveillance dans les lieux publics», révèle cette étude. Un véritable plébiscite pour des autorités soucieuses de renforcer les moyens de sécurité, à la veille des Jeux Olympiques et paralympiques de l'été 2024.

### Federation of Trade Unions of the Construction, Wood and Metal Sector

Affiliated to the CTSP

5 Nalla Street (Ex 6-10)  
Elias Street - Rose Hill  
Republic of Mauritius  
Tel: (230) 454 9919 / 5 947 3201 Fax: (230) 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the FEDERATION OF TRADE UNIONS OF CONSTRUCTION, WOOD AND METAL SECTOR are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2023 at 2.00 p.m. at the seat of the Federation at Elias Street, Rose Hill. Please note that if there is no quorum, the AGM will be rescheduled for Thursday 25 April 2024 at the same place and time.

#### Agenda:

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Amendment of rules
7. A.O.B.

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Federation at latest Friday 05 April 2024 by 12.00 p.m.

**Ignace Louis Lactive**  
**General Secretary**

### Federation of Private Support Services & Other Unions

5 Nalla Street (Ex(6)10)  
Elias Street – Rose Hill  
Tel: 454 9919 Mob: 5947 3201 Fax: 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the FEDERATION OF PRIVATE SUPPORT SERVICES & OTHER UNIONS are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the Federation at Elias Street, Rose Hill. Please note that if there is no quorum, the AGM will be rescheduled for Thursday 25 April 2024 at the same place and time.

#### Agenda:

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Amendment of rules
7. A.O.B.

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Federation at latest Friday 05 April 2024 by 12.00 p.m.

**Jiovanna Brigitte**  
**General Secretary**

Members of the **PRIVATE ENTERPRISES EMPLOYEES UNION** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 13hrs at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules.
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024 at latest.

**Jiovanah Brigitte**  
Secretary

**Public Corporation and Parastatal Bodies Employees Union**

5 Nalla Street (Ex 6-10)  
Elias Street - Rose Hill  
Republic of Mauritius  
Tel: (230) 454 9919 / 5947 3201 Fax: (230) 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **PUBLIC CORPORATION AND PARASTATAL BODIES EMPLOYEES UNION** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules (Increase of union membership fees)
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024 at latest.

**Yeegamanee Chellamboye**  
Secretary

**RODRIGUES CONSTRUCTION, METAL, WOODEN AND ALLIED INDUSTRIES EMPLOYEES UNION**

Affiliated to the FTUCWMS  
5 Nalla Street (Ex(6)10)  
Elias Street – Rose Hill  
Tel: 454 9919 / 5947 3201 Fax: 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **RODRIGUES CONSTRUCTION, METAL, WOODEN & ALLIED INDUSTRIES EMPLOYEES UNION**, are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2024 at 2.00 p.m. at the seat of Citizen Centre, Mont Lubin, Rodrigues. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 25 April 2024 of the same place and time.

**Agenda :**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Election of President, General Secretary and Treasurer
8. Amendment of rules.
9. Nomination of Auditors.
10. A.O.B.

Members wishing to stand send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 05 April 2024 by noon.

**Secretary**

**Public Services Workers Union**

5 Nalla Street (Ex 6-10)  
Elias Street - Rose Hill  
Republic of Mauritius  
Tel: (230) 454 9919 / 5947 3201 Fax: (230) 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **PUBLIC SERVICES WORKERS UNIONS** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules (increase of union membership fees)
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024 at latest.

**Marie Shirley Batour**  
Secretary

Members of the **CHEMICAL MANUFACTURING AND CONNECTED TRADES EMPLOYEES UNION** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 13hrs at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules.
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024 at latest.

**Sameer Alladin**  
Secretary

Members of the **CONSTRUCTION, METAL WOODEN AND RELATED INDUSTRIES EMPLOYEES UNION** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 13hrs at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules.
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024 at latest.

**Kumaren Kathan**  
Secretary

**UNION OF ADMINISTRATIVE EMPLOYEES OF THE PRIVATE SECTOR**

Affiliated to the FPSSOU & CTSP  
5 Nalla Street (Ex6-10)  
Elias St, Rose Hill  
Tel:454 9919 / 5947 3201, Fax 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **UNION OF ADMINISTRATIVE EMPLOYEES OF THE PRIVATE SECTOR** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the CTSP, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Negotiator's report.
6. Motions, if any.
7. Amendment of rules (increase of union membership fees)
8. Any other Business

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Union at latest on Friday 08 March 2024.

**Deana Ragoo**  
Secretary

**Safe Environment and Education Focusing on Action and Research**

**SEEFAR**  
5 NALLA STREET (Ex(6)10)  
ELIAS STREET – ROSE HILL  
Tel: 454 9919 / 5947 3201 Fax: 454 9919  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **SAFE ENVIRONMENT AND EDUCATION FOCUSING ON ACTION AND RESEARCH (SEEFAR)** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 14 March 2024 at 11.00 a.m. at the seat of the Union, Elias Street, Rose Hill. Please note that in case there is no quorum the meeting will be postponed to Thursday 28 March 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Amendment of rules
7. A.O.B.

Members wishing to send motions on stand as President, General Secretary and Treasurer should send their letters to the Secretary of the organisation at latest on Friday 08 March 2024.

**Anais Jean Louis**  
Secretary

**Confédération des Travailleurs des Secteurs**

**Publique et Privé**  
5 Nalla Street (Ex 6-10)  
Elias Street - Rose Hill  
Republic of Mauritius  
Tel: (230) 454 9919 / 5 947 3201 Fax: (230) 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DES SECTEURS PUBLIQUE ET PRIVÉ (CTSP)** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2024 at 1.00 p.m. at the seat of the Union at Elias Street, Rose Hill. Please note that if there is no quorum, the AGM will be rescheduled for Thursday 25 April 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Amendment of rules
7. A.O.B.

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Federation at latest on Friday 05 April 2024 by 12.00 p.m.

**Teyjanand Shanto (Atma)**  
President

**Trade Union Consultative Congress**

Elias Street – Rose Hill  
Republic of Mauritius  
Tel: 454 9919 - Fax: 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **TRADE UNION CONSULTATIVE CONGRESS (TUCC)** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the Union at Elias Street, Rose Hill. Please note that if there is no quorum, the AGM will be rescheduled for Thursday 25 April 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Election of President, General Secretary and Treasurer.
7. Nomination of Auditors.
8. Amendment of rules
9. A.O.B.

Members wishing to send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Federation at latest on Friday 05 April 2024 by 12.00 p.m.

**Feizal Mohedeen**  
Secretary

**Federation of Trade Unions of the Chemical Sector**

5 Nalla Street (Ex 6-10)  
Elias Street - Rose Hill  
Tel: 454 9919 / 5 947 3201 Fax: 465 2677  
Email: [ctspp.unions@gmail.com](mailto:ctspp.unions@gmail.com)

Members of the **FEDERATION OF TRADE UNIONS OF THE CHEMICAL SECTOR** are hereby informed that the Annual General Assembly will be held on Thursday 11 April 2024 at 2.00 p.m. at the seat of the Federation at Elias Street, Rose Hill. Please note that if there is no quorum, the AGM will be rescheduled for Thursday 25 April 2024 at the same place and time.

**Agenda:**

1. Reading and approval of minutes of proceedings.
2. Matters arising.
3. President's report.
4. Treasurer's report.
5. Motions, if any.
6. Amendment of rules
7. A.O.B.

Members wishing to stand as candidates or send motions are requested to send their letters to the Secretary of the Federation at latest on Friday 05 April 2024 by 12.00 p.m.

**Feizal Mohedeen**  
Secretary

**COMMUNIQUE**

**MILLAC FOODS DISTRIBUTORS LTD**

**New Retail Price Milk Powder**

**MILLAC MILK POWDER - 1 kg Rs 197.84**

**MILLAC MILK POWDER - 500g Rs 98.94**

## Etats-Unis : Joe Biden ne sera pas poursuivi pour sa gestion de documents confidentiels, selon le "Washington Post"

L'ex-président Donald Trump est lui visé par des poursuites pénales pour gestion négligente de documents confidentiels.

Le texte devrait être publié dans les jours à venir. Un rapport à venir, rédigé par un procureur spécial américain, Robert Hur, critique la gestion de documents classés confidentiels par le président Joe Biden et ses collaborateurs, mais ne recommande pas de poursuites, a rapporté mardi 6 février le Washington Post.

Robert Hur a été nommé par le ministère de la Justice en janvier 2023 après que des documents classés "top secret" ont été retrouvés en 2022 dans la résidence du démocrate dans le Delaware et dans l'un de ses anciens bureaux. Ils dataient de l'époque à laquelle Joe Biden était vice-

président de Barack Obama. La Maison Blanche avait alors plaidé une "erreur" et parlé de documents emportés "par inadvertance".

### Quelque 300 documents pour Donald Trump, 20 pour Joe Biden

L'ex-président Donald Trump, favori pour l'investiture républicaine, et qui devrait affronter Joe Biden lors de la présidentielle du 5 novembre, est, lui, visé par des poursuites pénales pour gestion négligente de documents confidentiels. Il a été inculpé au niveau fédéral par un autre procureur spécial, Jack Smith. Il est accusé d'avoir mis en danger la sécurité nationale en gardant des documents sur le nucléaire, entre autres, après avoir quitté la Maison Blanche.

Selon le Washington Post, il existe des différences marquées entre les deux



enquêtes. D'après le quotidien, le nombre de documents concernés dans l'affaire

Biden est de moins de 20, tandis qu'il y en a environ 300 pour Donald Trump.

## Philippines : au moins 5 morts et 31 blessés dans un glissement de terrain, deux bus ensevelis

Un glissement de terrain est survenu dans un village minier d'une région montagneuse du sud des Philippines, mardi.

L'inquiétude règne aux Philippines, alors qu'un glissement de terrain s'est produit mardi 6 février dans la soirée, dans un village minier d'une région montagneuse du sud de l'archipel. Les autorités rapportent au moins cinq décès et 31 blessés. Le glissement de terrain a également enseveli plusieurs habitations et deux bus.

### L'armée déployée

Au moins 28 personnes se trouvaient à bord des deux véhicules. Huit d'entre elles ont réussi à en sortir indemnes par les fenêtres avant que les bus ne soient engloutis par la boue, a précisé Edward Macapili, responsable provincial de la ges-

tion des catastrophes. Les bus se trouvaient à l'entrée d'une mine d'or exploitée par la société philippine Apex Mining dans le village de Masara, où les véhicules déposent et récupèrent les travailleurs.

"Les opérations de sauvetage sont entravées par une visibilité limitée et des glissements intermittents", a déclaré la société minière Apex dans un communiqué publié sur son site internet. Les sources ne précisent pas dans l'immédiat si d'autres travailleurs de la mine ont également été touchés ni si d'autres personnes sont portées disparues. À Masara et dans quatre villages voisins, 285 familles ont été forcées d'évacuer leurs maisons, rapportent les autorités. L'armée a été déployée pour participer aux opérations de sauvetage.



## La Cour suprême débat de l'inéligibilité de Trump à neuf mois de la présidentielle

Les actes de Donald Trump lors de l'assaut du Capitole le rendent-ils inéligible? Les neuf juges de la Cour suprême américaine tentent jeudi de désamorcer cette question explosive, à moins de neuf mois du scrutin présidentiel.

L'ex-président, archifavori des primaires républicaines, demande l'annulation de la décision en décembre de la justice du Colorado ordonnant son retrait des bulletins de vote dans cet Etat de l'ouest du pays.

Les commentateurs juridiques se disputent sur la validité comme sur l'opportunité politique d'une telle procédure. Mais tous s'accordent à penser que la cour à majorité conservatrice, échaudée par les retombées de sa décision de 2000 donnant la victoire au républicain George W. Bush sur le démocrate Al Gore, voudra éviter de prêter le flanc aux soupçons d'ingérence électorale.

Sur la vingtaine d'Etats dans lesquels des recours en inéligibilité ont été engagés contre Donald Trump, seuls deux ont abouti, dans le Colorado et le Maine (nord-est). Plusieurs Etats attendent néanmoins que la Cour suprême se prononce pour statuer définitivement.

Les avocats de Donald Trump qualifient la décision du Colorado d'"anomalie" et appellent la Cour suprême à la casser pour "protéger les droits de dizaines de millions d'Américains qui souhaitent voter pour le président Trump".

Ils consacrent l'essentiel de leurs



ultimes arguments écrits à une question apparemment secondaire. Ils s'efforcent de démontrer que la présidence des Etats-Unis ne fait pas partie des fonctions concernées par le 14e amendement de la Constitution.

Cet amendement, adopté en 1868, visait alors les partisans de la Confédération sudiste vaincue lors de la guerre de Sécession (1861-1865). Il exclut des plus hautes fonctions publiques quiconque se serait livré à des actes de "rébellion" après avoir prêté serment de défendre la Constitution.

La justice du Colorado a considéré que les actes de Donald Trump le 6 janvier 2021 relevaient bien du 14e amendement.

Ce jour-là, des centaines de partisans du président sortant chauffés à blanc, notamment par ses allégations de fraudes

électorales, avaient pris d'assaut le Capitole, sanctuaire de la démocratie américaine, pour tenter d'y empêcher la certification de la victoire de son adversaire démocrate Joe Biden.

Les avocats de Donald Trump soutiennent, eux, que le 6 janvier 2021 ne constituait pas une rébellion et que leur client n'y était nullement impliqué.

### "Échappatoire"

Le caractère largement inédit du dossier complique tout pronostic, mais beaucoup d'experts prêtent aux neuf juges la tentation de trouver une "échappatoire" pour maintenir le nom de Donald Trump sur les bulletins de vote sans s'aventurer sur le terrain miné de la qualification de ses actes pendant l'assaut du Capitole.

"Dans une affaire aussi politiquement brûlante, la Cour veut apparaître le plus apolitique possible", explique à l'AFP Steven Schwinn, professeur de droit constitutionnel à l'Université de l'Illinois à Chicago, estimant qu'elle "porte encore les stigmates de l'élection de 2000".

Selon lui, "l'échappatoire la plus probable pour elle serait d'affirmer que seul le Congrès est habilité à retirer un candidat du bulletin pour l'élection présidentielle".

Un argument d'ailleurs invoqué par les avocats de Donald Trump, mais contesté par des juristes qui soulignent qu'aucune intervention du Congrès n'est requise pour appliquer d'autres conditions d'éligibilité, comme l'âge minimal des candidats ou leur lieu de naissance.

"Nous comprenons parfaitement que les membres de la Cour préféreraient ne pas se retrouver embringués ainsi dans une élection présidentielle. Mais il n'y a pas moyen d'y échapper", écrivent dans un mémoire trois juristes renommés d'horizons politiques différents.

Edward Foley, Benjamin Ginsberg et Richard Hasen exhortent les neuf juges à statuer sur le fond et non pas sur des questions de forme, afin de trancher définitivement le nœud gordien avant le jour du vote, le 5 novembre.

Sous peine, "avec un pays plus polarisé que jamais dans l'histoire récente", préviennent-ils, de "prendre le risque d'une instabilité politique jamais vue depuis la guerre de Sécession".

## Coupe du monde 2026

### Match d'ouverture à Mexico, finale à New York...

La Fifa a dévoilé, dimanche 4 février, les contours du Mondial 2026, coorganisé par les États-Unis, le Mexique et le Canada et dont le format a été élargi de 36 à 48 équipes.

Petit à petit, le voile se lève sur la Coupe du monde 2026. À deux ans et demi du coup d'envoi du Mondial de football, coorganisé par les États-Unis, le Mexique et le Canada, la Fifa a révélé, dimanche 4 février, le calendrier complet des matchs de la compétition. "L'expérience des fans va être incroyable", a promis le patron de l'instance Gianni Infantino, auteur de l'annonce lors d'une cérémonie télévisée depuis Miami, fief du nouveau club de Lionel Messi, en présence de la femme d'affaires et mannequin Kim Kardashian, de l'humoriste et comédien Kevin Hart et du rappeur Drake.

Pour ce tournoi plus imposant que jamais, dont le format a été élargi à 48 équipes, contre 32 depuis 1998, pour un total de 104



matchs, la Fifa espère voir affluer "6 millions de supporters" dans les 16 stades déjà révélés en 2022.

#### L'historique Azteca à l'honneur

Cœur battant du football mexicain, l'historique Azteca, à Mexico, accueillera la

cérémonie et le match d'ouverture le 11 juin 2026. L'enceinte, théâtre de la "Main de Dieu" et du "but du siècle" de Diego Maradona, lors du quart du Mondial 1986 de l'Albiceleste contre l'Angleterre (2-1), sera la première à avoir les honneurs de l'ouverture de la compétition pour la

troisième fois, après 1970 et 1986. Deux éditions qui aboutirent respectivement, au même endroit, aux sacres du Brésil et de l'Argentine. Le Canada, autre pays hôte, débutera à Toronto, le 12 juin, en même temps que le "Team USA" à Los Angeles.

Le MetLife Stadium et ses 82.500 places, hôte des franchises de football américain des New York Jets et Giants, situé à East Rutherford, à l'ouest de Manhattan, recevra lui la finale le 19 juillet. Préféré à Dallas et Los Angeles, autres villes pressenties pour accueillir ce match - on croise les doigts pour l'équipe de France -, le complexe du New Jersey est adjacent au site de l'ancien Giants Stadium, démolie en 2010, qui avait accueilli trois rencontres du Mondial 1994, dont la victoire surprise de la Bulgarie d'Emil Kostadinov, bourreau des Bleus lors des éliminatoires, en quarts contre la Mannschaft de Lothar Matthäus (2-1). Le match pour la troisième place aura quant à lui lieu à Miami, où la Fifa a installé des bureaux l'an dernier.

## Cette légende se mouille: voici le seul entraîneur qui peut succéder à Jürgen Klopp, selon lui

Jürgen Klopp a annoncé qu'il quitterait Liverpool à la fin de la saison. Une annonce qui a profondément touché les supporters des Reds. Ces derniers lui ont offert un magnifique hommage lors du premier match après cette annonce, en brandissant de nombreuses images à son effigie.

Àvec cette annonce, l'inévitable discussion sur le nom de son remplaçant va prendre de l'ampleur au fur et à mesure que la fin de saison se rapproche.

Pour Cesc Fabregas, le seul qui pourrait prendre avec brio la succession de Klopp est Xabi Alonso.

L'Espagnol est actuellement en train de

cartonner avec son équipe du Bayer Leverkusen. Il occupe la première place de Bundesliga, devant le Bayern Munich, et son équipe propose un jeu dynamique et chatoyant.

"C'est un gars très intelligent. Il a été là-haut. Il a tout fait et il connaît les normes qui sont fixées à Liverpool", argue Fabregas à propos de son candidat, qui a joué à Liverpool durant sa carrière. "Le public l'aime et je pense aussi que c'est un très bon entraîneur. Il a de bonnes idées", avance encore l'ancien joueur d'Arsenal dans un podcast de la BBC.

Pour l'instant, aucune piste n'a encore été évoquée par le club, mais il est évident que les dirigeants des Reds travaillent d'arrache-pied pour trouver le profil idéal.



## PSG : grosse frayeur pour la cheville de Mbappé, plus de peur que de mal ?

### PSG : grosse frayeur pour la cheville de Mbappé, plus de peur que de mal ?

C'est grave docteur ? Le Parc des Princes, les joueurs parisiens et Luis Enrique ont retenu leur souffre à la 69e minute du 8e de finale de Coupe de France entre le PSG et Brest (3-1). Kylian Mbappé venait de croiser la route d'un Lilian Brassier particulièrement agressif mercredi soir et qui a «manqué de discernement» sur cette action, intervenue seulement une poignée de minutes après la réduction du score signée Steve Mounié, comme l'a expliqué avec pudeur le coach brestois Éric Roy. «Je ne pense pas qu'il s'agissait d'un coup de sang», a-t-il poursuivi, assurant que son joueur de 24 ans «n'avait pas de volonté de faire mal» et «n'est pas un méchant garçon».

Le natif d'Argenteuil a en tout cas commis une méchante faute, écrasant ses crampons au niveau du tendon d'Achille de «KM». La cheville du champion du monde de 25 ans a salement tourné et les médecins ont aussi ausculté son genou. A priori, plus de peur que de mal. A priori seulement... En tout cas, Mbappé a terminé la rencontre. Il a même, par deux fois, été proche de s'offrir un doublé. Et c'est lui, sur une énorme accélération, qui a

initié le mouvement qui a permis à l'entrant Gonçalo Ramos de tuer le suspense, sur un service d'Achraf Hakimi. Le numéro 7 a toutefois vite regagné le vestiaire après le coup de sifflet final, sans fêter la victoire, grimaçant, tapant dans les mains des uns et des autres et échangeant quelques mots avec Luis Campos.

**Il a pu finir le match donc je ne pense pas que ce sera très grave.**

«Je ne l'ai pas croisé dans le vestiaire, je ne sais pas du tout», a soufflé Bradley Barcola, invité à évoquer l'état de santé de son camarade en zone mixte. Luis Enrique n'avait pas plus d'information : «Je n'ai pas de nouvelle. Les médecins feront des examens demain, il a pris un très gros coup à la cheville. Il a pu finir le match donc je ne pense pas que ce sera très grave». À en croire les infos de RMC, «les premiers examens sont plutôt rassurants», même si l'état de la cheville de Kylian Mbappé sera «surveillé de très près» ce jeudi matin.

À une semaine de la Ligue des champions et la Real Sociedad, ce serait évidemment dramatique si le capitaine des Bleus devait être arrêté. Rappelons qu'il avait déjà été blessé avant le match aller contre le Bayern l'an dernier, au même stade de la compétition. Il était entré à l'heure de jeu.

### Deux fautes coup sur coup

Rien de tout cela ne serait arrivé si l'arbitre de la rencontre, Benoît Bastien, avait sévi plus tôt. Lilian Brassier avait pris un premier avertissement à la 60e pour avoir asséné un coup de coude à Danilo Pereira, en plein visage. À la 68e, attrapait Kylian Mbappé au niveau du mollet. Geste violent qui aurait pu valoir un jaune. M. Bastien l'a sorti sur le débordement suivant de Brassier, celui de trop. D'ailleurs, on se demande bien pourquoi l'arbitre n'a pas directement brandi un rouge... «Je m'en veux. En tout cas, j'espère pour lui qu'il n'y a rien de grave. Mais bon, ça fait partie du foot... J'ai voulu intervenir directement (sur le ballon). Malheureusement, j'ai raté», a indiqué Brassier.

Difficile de le croire. Même si «ça a été trop vite» pour lui, comme l'a décrit Éric Roy en conférence de presse, on a bien du mal à imaginer que l'intéressé voulait attraper le ballon... Attentat. Reste à savoir si cette vilaine faute aura des conséquences pour Kylian Mbappé, qu'on a d'ailleurs vu très inspiré pendant toute la rencontre et qui s'est fendu d'un magnifique but pour ouvrir le score. D'ici à la Real Sociedad, mercredi prochain, le PSG doit encore affronter Lille samedi. En attendant, les insultes pleuvent contre le Brestois sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas plus excusable que son geste.



Ce vendredi, Jürgen Klopp a suscité son lot de réactions en annonçant à la surprise générale son départ de Liverpool à l'issue de la saison. Visiblement épuisé, le technicien allemand devrait prendre une pause, lui qui n'a pas connu la moindre interruption depuis le début de sa carrière d'entraîneur en 2001. En attendant, les rumeurs sur l'identité de son successeur inondent déjà l'Angleterre, où la presse dessine déjà une tendance avec Xabi Alonso comme grand favori. Présent en conférence de presse ce vendredi, l'entraîneur de Leverkusen a réagi à ces rumeurs.

«Honnêtement... je n'ai pas de réponse directe, a-t-il souri à la veille d'affronter Mönchengladbach en championnat. En ce moment, je suis heureux ici, c'est sûr, et je ne pense qu'à Leverkusen. Je ne sais pas ce qui va se passer dans le futur et je m'en fiche», a-t-il conclu, sans fermer la porte, donc, à un départ à la fin de la saison.